

## **AVANT LES NÉGOCIATIONS D'ÉVIAN..**

Quand en décembre dernier, la population musulmane, alors qu'elle était invitée par les autorités à crier «*Vive de Gaulle*», brandissait les couleurs du F.L.N., le processus de la négociation s'inscrivait dans l'avenir, sans qu'il fût possible d'y échapper. Bien qu'on voulût les confiner dans le flou d'une Algérie algérienne, les masses faisaient éclater, sinon la représentativité exclusive du *Conseil de la Révolution*, du moins sa pénétration profonde dans les couches populaires.

Et les préalables formulés par le triptyque gaulliste: cessez-le-feu - pacification - autodétermination s'évanouissaient comme des chimères, balayés par les manifestations de la Casbah. De sorte que la négociation politique avec «*ceux qui ne portent pas les armes*», toujours refusée avec hauteur du côté français, s'imposa par l'évidence de l'échec de l'intégration des âmes.

Plus qu'avec ses maquis aux moyens limités, amputés par six années de harcèlement; plus qu'avec la menace d'une intervention communiste, le G.P.R.A. porté par la ferveur des Algériens possède des atouts maîtres pour aborder les négociations d'Évian. Forts de l'appui des États arabes qui vient de lui être confirmé au Caire; de la bienveillance des États africains; de la sollicitude conjointe des États-Unis et de l'U.R.S.S.; de la solidarité de la Tunisie et du Maroc; les représentants du gouvernement provisoire vont, dans le dialogue qui va s'amorcer sur les bords du Léman, imposer leurs conditions avec la certitude de les faire prévaloir. Le raidissement du dernier discours de Ferhat Abbas qui a surpris les naïfs, n'est que le reflet de cette position de force qui sera exploitée au maximum.

M. Debré peut multiplier les déclarations sur le Sahara, - terre française -, il reste que cette «*mer de sable*», d'où sort le pétrole, est revendiquée par le F.L.N. comme partie intégrante du territoire national algérien. Là, est le véritable enjeu du Colloque d'Évian. L'autodétermination n'est plus un problème qui ressortit de la compétence française. En décembre 1960, le peuple algérien, malgré les contraintes s'est autodéterminé. L'indépendance à plus ou moins brève échéance de l'Algérie ne fait donc plus de doute. Mais, quel sera dans cet État souverain, le statut du Sahara?

C'est sur ce point que les thèses française et algérienne vont s'affronter. Un accord sur une administration bipartisme des richesses est possible. L'exploitation du pétrole nécessite une armée de techniciens que le gouvernement algérien ne serait pas en mesure de former avant de nombreuses années. Les Russes, les Américains peuvent fournir ces techniciens. Mais, pour le G.P.R.A., réaliste dans ce domaine, il ne fait pas de doute que ces aides seraient assorties de contre-parties qui chatouillent son nationalisme. Restent les techniciens français qui sont déjà sur place. Est-ce naturellement vers ceux-ci que les dirigeants algériens se tourneront? Ce n'est pas improbable. La Banque Rothschild s'intéresse beaucoup ces temps aux investissements en Sahara. Lorsque l'on sait d'une part la connivence de ce groupe financier avec le gaullisme (M. Pompidou) et d'autre part, son extrême prudence, on peut se demander si, les contacts secrets n'ont pas déjà mis au point dans ses grandes lignes, le statut futur du Sahara.

Quoi qu'il en soit, les négociations politiques seront très longues. Mais, pendant que des deux côtés, chacun essaye de tirer le maximum de l'adversaire, ne pourrait-on pas conclure une trêve des armes?

La guerre, avec son cortège de souffrances et de deuils a assez duré. Qu'elle cesse! Il serait criminel que l'on voulût exploiter les victimes pour quelques actions de pétrole supplémentaires.

**Michel PENTHIÉ.**

-----